

Brochure n° 3090

Convention collective nationale

IDCC : 1527. – **IMMOBILIER**
(Administrateurs de biens,
sociétés immobilières, agents immobiliers, etc.)

AVENANT N° 44 DU 23 JUIN 2009
RELATIF À LA PÉRIODE D'ESSAI

NOR : *ASET0950987M*
IDCC : 1527

Considérant la loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail qui modifie dans son article 2 les durées maximales de la période d'essai, les partenaires sociaux conviennent :

Article 1^{er}

L'article 13.2 de la convention collective nationale de l'immobilier relatif à la période d'essai est modifié comme suit :

- b) Pour les contrats à durée indéterminée ;
- E1 : 1 mois, renouvelable 1 mois ;
 - E2 : 2 mois, renouvelables pour 1 mois ;
 - E3 : 2 mois, renouvelables pour 1 mois ;
 - AM1 : 3 mois, renouvelables pour 3 mois ;
 - AM2 : 3 mois, renouvelables pour 3 mois ;
 - C1 : 3 mois, renouvelables pour 3 mois ;
 - C2 : 3 mois, renouvelables pour 3 mois ;
 - C3 : 3 mois, renouvelables pour 3 mois ;
 - C4 : 3 mois, renouvelables pour 3 mois.

Concernant le statut spécifique des négociateurs immobiliers :

- pour les négociateurs non VRP : 3 mois, renouvelables 3 mois ;
- pour les négociateurs VRP : 3 mois maximum renouvellement inclus.

L'employeur devra stipuler expressément dans la lettre d'engagement ou le contrat de travail la durée de la période d'essai et de son renouvellement éventuel.

La période d'essai peut être renouvelée 1 fois dans la limite des durées indiquées ci-dessus. Le renouvellement est formalisé par écrit et porté à la connaissance du salarié par tout moyen, à la convenance de l'employeur. L'opposition du salarié à ce renouvellement devra se faire par écrit avant que ne s'ouvre la nouvelle période de renouvellement.

En cas d'embauche dans l'entreprise à l'issue du stage non salarié intégré à un cursus pédagogique réalisé lors de la dernière année d'études, la durée de ce stage est déduite de la période d'essai, sans que cela ait pour effet de réduire cette dernière de plus de la moitié, sauf accord collectif prévoyant des stipulations plus favorables.

Lorsqu'il est mis fin, par l'employeur, au contrat en cours ou au terme de la période d'essai, le salarié est prévenu dans un délai qui ne peut être inférieur à :

- 24 heures en deçà de 8 jours de présence ;
- 48 heures entre 8 jours et 1 mois de présence ;
- 2 semaines après 1 mois de présence ;
- 1 mois après 3 mois de présence.

La période d'essai, renouvellement inclus, ne peut être prolongée du fait de la durée du délai de prévenance.

Lorsqu'il est mis fin à la période d'essai par le salarié, celui-ci respecte un délai de prévenance de 48 heures. Ce délai est ramené à 24 heures si la durée de présence du salarié dans l'entreprise est inférieure à 8 jours.

Article 2

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant dans les meilleurs délais.

Toutefois, le présent texte sera applicable aux organisations signataires dès le 1^{er} juillet 2009.

Fait à Paris, le 23 juin 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

UNIS ;
FNAIM ;
Fédération des EPL ;
FSIF ;
SNPI ;
SNRT.

Syndicats de salariés :

SNUHAB CGC ;

FS CFDT ;

FEC FO ;

CGT ;

CFSV CFTC.